



Victoire de la campagne BDS sur le boycott des produits israéliens : La France condamnée par la CEDH

Description

Suite à cette victoire historique pour le mouvement de solidarité avec la Palestine, nous republions ce communiqué de la Campagne BDS France.



Condamnation des autorités françaises : selon la CEDH, l'appel au boycott des produits israéliens est protégé par la liberté d'expression.

Par BDS France, le 11 juin 2020

La campagne BDS France se réjouit de lâ  arr  t de la Cour européenne des droits de lâ  homme (affaire Baldassi et autres c. France, requêtes n  15271/16 et autres) rendu le 11 juin 2020 qui condamne la France pour avoir violé le droit    la liberté d  expression de militant-e-s associatif-ve ayant appelé au boycott de produits israéliens dans des magasins.

L  article 10 de la Convention Européenne des Droits de lâ  Homme protège la liberté d  expression, qui peut être restreinte    certaines conditions. Les militant-e-s BDS affirmaient que ces conditions n   taient pas remplies et que leur liberté d  expression avait été bafouée par la France. A lâ  unanimit  , la Cour Européenne des Droits de lâ  Homme dit que la France a violé cet article 10.

La France est donc condamnée pour violation de lâ  article 10 de la Convention Européenne des Droits de lâ  Homme : elle doit verser dans les trois mois 7 380 euros    chaque requérant (dommages matériel et moral) et 20 000 euros    eux tous pour rembourser les frais de justice.

La campagne BDS France relève également que la Cour a bien pris en compte les spécificités des appels au boycott des produits israéliens lancés par les militant-e-s associatif-ve-s engagé-e-s contre lâ  apartheid israélien. L  arr  t énonce que    les actions et propos reprochés aux requérants concernaient un sujet d  int  r  t général, celui du respect du droit international public par lâ   tat d  Isra  l et de la situation des droits de lâ  homme dans les territoires palestiniens occupés, et s  inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale    (  78).

Ces propos relèvent de la liberté d  expression dans un régime démocratique et sont ainsi protégés. L  appel au boycott des produits d  un régime d  apartheid est bien un droit pour les mouvements mobilisés en faveur du respect du droit international, droit qui avait été exercé par les mouvements pacifiques qui ont lutté en Inde, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud contre le colonialisme et la discrimination.

L  arr  t de la Cour européenne des droits de lâ  homme prouve, comme nous lâ  avons toujours dit, que les autorités fran  saises ont eu tort de vouloir criminaliser un mouvement non violent et responsable comme le nôtre, qui, tout en condamnant toute forme de racisme dont lâ  antis  mitisme, réclame des mesures de boycott contre le régime israélien, ses entreprises et ses institutions, tant que cet Etat ne respecte pas le droit international. Cet arrêt met en lumière le caractère faux et malhonnête des tentatives de diffamation menées contre la campagne BDS, tentatives visant    museler celles et ceux qui demandent    agir contre lâ  apartheid israélien.

Conséquemment    lâ  arr  t de la CEDH, nous demandons aux autorités fran  saises d  abroger immédiatement les circulaires Alliot-Marie et Mercier afin de reconnaître la légalité et la légitimité de nos modes d  actions non violents et d  entamer un dialogue avec nous afin de contribuer ensemble    exercer une pression sur lâ  Etat d  Isra  l en vue d  obtenir que le droit international soit respecté.

Nous invitons les entreprises fran  saises    désinvestir d  Isra  l et aux institutions fran  saises    cesser toute collaboration avec les institutions publiques israéliennes.

Nous sommes déterminé-e-s    continuer les actions de boycott des produits israéliens et des entreprises internationales complices de lâ  apartheid israélien. Nous réclamons également un

boycott des universités et des institutions israéliennes complices, ainsi que des manifestations culturelles et sportives faisant la promotion de l'apartheid israélien.

Israël, pays de l'apartheid, ne pourra pas indéfiniment empêcher la justice et la liberté pour le peuple palestinien de triompher !

Nous invitons tou-te-s les citoyen-ne-s de bonne volonté et tous les mouvements attachés au respect des droits humains et de la liberté internationale à rejoindre la campagne BDS. Notre mobilisation est plus que jamais légitime et indispensable au moment où¹ les autorités israéliennes envisagent, en violation du droit international, d'annexer une partie de la Cisjordanie, poursuivant ainsi la dépossession du peuple autochtone palestinien, entérinée par le plan Trump.

BDS pour la justice, la dignité et l'égalité !

www.bdsfrance.org

Contact : campagnebdsfrance@yahoo.fr

Source : [BDS France](#)

date création
2020/06/11